

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM 8 - DIM 9 - LUN 10 JUILLET 1978 - N° 736

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

CONTRE LES NOUVELLES MESURES RACISTES DE STOLERU

Tous dans la rue !

**SAMEDI 14 H de BARBES
à NATION**

A l'appel du Comité de Coordination des foyers en lutte



● Dernière minute

Vendredi 11 h 30

350 à 400 manifestants se sont retrouvés ce matin dont plus de 200 du foyer Sonacotra de Ste Geneviève des Bois. Il y avait des représentants des foyers de Chilly Mazarin, d'Etampes, d'Arpajon, Viry-Chatillon et Athis Mons.

Une cinquantaine de travailleurs français étaient là. La manifestation était combative.

Résultat du jugement : mise en délibéré, jugement le 18 juillet.

La série de procès engagée contre les résidents des foyers en lutte se poursuit. Face à cela, la mobilisation des travailleurs immigrés se développe. Ils étaient 2 000 mercredi après-midi à Sannois.

Stoléro, le préposé aux expulsions veut en finir avec la lutte des foyers. Il compte mettre à profit la période des congés pour parvenir à ses fins. Nous ne le laisserons pas faire !

Dans tous les foyers Sonacotra, ADEF, AFTAM, AFRP... une mobilisation exceptionnelle est en cours. Avec tous les travailleurs immigrés, nous ne ménagerons pas nos efforts pour mobiliser tous les travailleurs, tous les démocrates. Les menaces qui pèsent sont extrêmement graves. Au moment où se développe un renouveau des luttes de la classe ouvrière, où les immigrés prennent toute leur place, la bourgeoisie veut frapper. Les flics dans les usines, Stoléro dans les foyers, c'est la même politique répressive.

Nous nous y opposerons fermement. Et dans l'immédiat en participant massivement à la manifestation appelée samedi par le Comité de Coordination.

DES PAYSANS BRETONS EN COLERE



A Quimper, comme à Brest, les producteurs de pommes de terre primeurs et de porcs ont manifesté contre la mévente de leur production.

Lire en page 8

Brême : nouveau serpent monétaire

Les membres de la CEE viennent d'approuver le projet de réforme du système monétaire européen proposé par la France et la RFA, ils ont décidé la création du Front monétaire européen doté d'un budget de 15 milliards dont 9 seront financés par l'Allemagne. Ce projet prévu sur deux ans cherche à fixer une marge de fluctuation suffisante pour stabiliser les monnaies qui dépassaient les limites du serpent.

Lire en page 6

Liban : l'armée sioniste menace

Lire en page 7

URSS : nouveau procès fasciste **LIBERTE POUR GUINZBOURG !**



C'est lundi 10 juillet que devrait s'ouvrir le second procès du dissident soviétique Alexandre Guinzbourg, d'après des informations transmises par sa famille. Condamné successivement en 1960 et 1967 à deux ans puis cinq ans de camp, il risque aujourd'hui comme «récidiviste» 10 ans de camp de régime le plus sévère et 5 ans d'exil. Arrêté depuis le 3 février 1977 comme fondateur du «Groupe de surveillance des Accords d'Helsinki» et du «Fonds d'aide aux prisonniers politiques», il est dans un état de santé très alarmant. A l'heure où les condamnations les plus dures frappent la résistance, on a tout lieu de craindre une peine maximum, qui équivaudrait à une condamnation à mort camouflée de Guinzbourg. Pour sauver Guinzbourg et exiger sa libération, les dissidents des pays de l'Est appellent à une manifestation devant Notre Dame dimanche à 11 h.

MAO TSE TOUNG : «DISCOURS A UNE CONFÉRENCE DE TRAVAIL ELARGIE CONVOQUÉE PAR LE COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS»

(30 janvier 1962) (SUITE)

Deuxième point : Le centralisme démocratique

(Suite)

Notre centralisme a la démocratie pour base ; le centralisme démocratique prolétarien repose sur une large démocratie. Le comité du parti aux divers échelons est l'organe qui met en œuvre la direction centralisée. Mais la direction des comités du parti est une direction collective ; le premier secrétaire n'a pas le monopole des décisions. Le comité du parti ne peut appliquer en son sein que le centralisme démocratique. La relation entre le premier secrétaire et les autres secrétaires et membres du comité est celle de la minorité se soumettant à la majorité. Par exemple, au comité permanent ou au bureau politique, il arrive souvent que lorsque mes propos — qu'ils soient justes ou non — n'obtiennent pas l'approbation des autres, je dois me soumettre à leur avis parce qu'ils sont la majorité. J'ai entendu dire que dans certains comités du parti à l'échelon de la province, de la préfecture et du district, c'est toujours le premier secrétaire qui a le dernier mot. Cela est tout à fait erroné. Comment est-il admissible qu'une seule personne ait toujours le dernier mot ? Je veux parler des questions importantes, pas du travail de routine qui suit les décisions prises. Toute question importante doit être discutée collectivement. Les différentes opinions doivent être écoutées attentivement, les complexités de la situation et toutes ces opinions doivent être analysées sérieusement. On doit avoir en vue les diverses éventualités, évaluer les divers aspects de la situation ; ce qui est favorable et ce qui est défavorable ; ce qui est facile et ce qui est difficile, ce qui est réalisable et ce qui est irréalisable. Il faut autant que possible être prudent et penser à tout. Autrement, c'est le despotisme d'une seule personne. Les premiers secrétaires de ce genre, il faudrait les appeler tyrans, ce ne sont pas les «chefs d'escouade» qui appliquent le centralisme démocratique. Il y avait autrefois un certain Hsiang yu qu'on appelait le tyran des Tchou de l'Ouest. Il n'aimait pas écouter des opinions différentes des siennes. Il avait à son service un homme appelé Fan tseng qui lui apportait ses conseils, mais Hsiang yu ne l'écoutait pas. Il y avait un autre homme appelé Liéou pang qui devint l'empereur Kao tsou des Han et savait mieux accepter des idées différentes des siennes. Un intellectuel nommé Li yi-ki vint voir Liéou pang et se présenta tout d'abord comme un lettré de l'école de Confucius. Il lui fut répondu : «En temps de guerre, je ne reçois pas de lettrés».

Li yi-ki se mit en colère. Il dit au portier : «Toi, tu vas aller lui dire que je suis un buveur de kaoyang et non pas un lettré». Le portier entra à nouveau et l'annonça comme on le lui avait dit. «C'est bon, qu'il vienne», et il fut prié d'entrer. Quand il pénétra, Liéou pang était en train de se laver les pieds, mais il se leva aussitôt pour l'accueillir. Cependant Li yi-ki, encore furieux que Liéou pang ait refusé de voir un lettré, lui adressa une verte semonce. «Veux-tu, oui ou non, conquérir le monde ? Pourquoi regardes-tu de haut tes aînés ?» Li yi-ki avait alors plus de soixante ans et Liéou pang était plus jeune que lui, Li se disait donc son aîné. A ces mots, Liéou pang s'excusa et accepta sur le champ le plan de Li pour s'emparer du comté de Tchenliéou. On trouvera cet épisode dans les biographies de Li yi-ki et Lou kia, dans les mémoires historiques de Sema tsien. Liéou pang était un héros dont les historiens de l'époque féodale disaient qu'il était magnanime et tolérant et savait accepter rapidement les conseils. Liéou pang et Hsiang yu se combattirent plusieurs années durant. A la fin, Liéou pang l'emporta et Hsiang yu fut vaincu. Ce n'est pas un hasard. Nous ayons actuellement des premiers secrétaires qui ne valent même pas ce Liéou pang de l'époque féodale et ressembleraient plutôt à

Hsiang yu. Si ces camarades ne se corrigent pas, ils finiront par tomber. N'y a-t-il pas une pièce intitulée «Les adieux du tyran à sa favorite» ? Si ces camarades refusent toujours de se corriger, le jour viendra sûrement où ils diront eux aussi «adieu à leur favorite» (rires). Pourquoi dis-je cela si crûment ? C'est parce qu'en parlant d'un ton quelque peu sarcastique, je peux mieux piquer certains camarades, pour les faire bien réfléchir. Le mieux serait qu'ils en perdent le sommeil une ou deux nuits. S'ils arrivent à dormir, j'en serais contrarié parce que cela voudrait dire qu'ils n'ont pas été touchés au vif.

Ne pas esquivier ses responsabilités*

Certains de nos camarades ne supportent pas les opinions contraires aux leurs, et ne tolèrent pas qu'on les critique. Ce comportement est détestable. Au cours de cette conférence, une province a tenu une réunion qui se déroulait d'une façon très animée jusqu'au moment où le secrétaire provincial du parti a pris place dans la salle ; ce fut alors subitement le silence, plus personne ne parlait. Camarade secrétaire du comité provincial du parti, qu'est-ce que tu allé faire là-bas ? Pourquoi ne pas rester dans ta chambre pour réfléchir, et ne pas laisser les autres s'exprimer librement ? Quand on crée une telle atmosphère et que les gens n'osent pas s'exprimer devant vous, alors on doit éviter de se montrer. Quand on a commis des erreurs, on doit faire son autocritique ; on doit laisser parler les gens, les laisser vous critiquer. Le 12 juin de l'an passé, dernier jour d'une conférence de travail convoquée à Pékin par le comité central, j'ai parlé de mes défauts et de mes erreurs. J'ai prié les camarades de faire savoir aux diverses provinces et localités ce que j'ai dit à ce sujet. J'ai appris par la suite que dans de nombreux endroits, cela n'avait pas été fait, comme si mes erreurs pouvaient et devaient être cachées. Non, camarades, il ne faut pas les cacher ; quant aux erreurs que le comité central a pu commettre, je suis responsable pour celles qui me concernent directement ; pour les autres, j'ai aussi une part de responsabilité, car je suis le président du comité central. Je n'incite pas les autres à esquivier leur responsabilité. Il y a des camarades dont la responsabilité est aussi engagée, mais c'est moi qui dois être le premier à l'assumer. Vous qui êtes les secrétaires des comités du parti des provinces, des préfectures et des districts, ou même des arrondissements, des entreprises et des communes populaires, puisque vous remplissez les fonctions de premier secrétaire, vous devez porter comme il se doit la responsabilité des insuffisances et des erreurs dans le travail. Ceux d'entre vous qui se dérobent à leur responsabilité ou ont peur de l'assumer, qui ne laissent pas les gens parler, qui se prennent pour des tigrés que personne n'oserait toucher, ceux qui adoptent une telle attitude échouent toujours, sans exception. Les gens finiront par dire ce qu'ils pensent. Vous vous croyez donc vraiment intouchables ? Eh bien, on vous critiquera, et comment !

Centralisme démocratique et dictature du prolétariat

Dans notre pays, à moins de promouvoir pleinement la démocratie au sein du peuple et la démocratie au sein du parti, à moins de mettre en œuvre résolument le système de la démocratie prolétarienne, il sera impossible d'avoir un véritable centralisme prolétarien. Sans un niveau élevé de démocratie, il est impossible d'avoir un niveau élevé de centralisme, et sans un niveau élevé de centralisme, il est impossible d'établir une économie socialiste. Et quelle situation connaîtra notre pays s'il n'établit

pas une économie socialiste ? Il deviendra un Etat révisionniste, et en fait un Etat bourgeois ; la dictature du prolétariat s'y transformera en une dictature bourgeoise, et ce sera même une dictature réactionnaire de type fasciste. C'est une question qui mérite toute notre vigilance. J'espère que les camarades y réfléchiront comme il faut.

Sans le centralisme démocratique, la dictature du prolétariat ne peut se consolider. Pratiquer la démocratie au sein du peuple et exercer la dictature sur les ennemis du peuple, ces deux aspects sont inséparables ; ces deux aspects combinés, c'est la dictature du prolétariat ou, en d'autres termes, la dictature de démocratie populaire. Notre mot d'ordre est celui-ci : une dictature de démocratie populaire, dirigée par le prolétariat et basée sur l'alliance des ouvriers et des paysans. Comment le prolétariat exerce-t-il sa direction ? Par l'intermédiaire du parti communiste, son détachement d'avant-garde. Le prolétariat s'unit avec toutes les classes et couches qui apportent leur adhésion, leur soutien et leur participation à la révolution et à l'édification socialistes, et exerce la dictature sur les classes réactionnaires, ou à proprement parler, sur ce qui reste de ces classes. Dans notre pays, le système d'exploitation de l'homme par l'homme a été éliminé, ainsi que la base économique de la classe des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie. Les classes réactionnaires ne sont plus aussi redoutables que par le passé. Par exemple, elles ne sont plus aussi redoutables qu'en 1949, année de la fondation de la république populaire, ou qu'en 1957, lorsque les droitières bourgeois ont lancé contre nous de furieuses attaques. C'est pourquoi nous parlons de vestiges des classes réactionnaires. Cependant, nous ne devons surtout pas les sous-estimer ; nous devons continuer à les combattre. Les classes réactionnaires renversées veulent toujours tenter une restauration. Dans la société socialiste, de nouveaux éléments bourgeois peuvent toujours être engendrés. Durant toute l'étape du socialisme, les classes et la lutte de classes continuent d'exister. Cette lutte de classes sera longue et complexe et parfois même très aigue. Les instruments de notre dictature doivent être renforcés et non pas affaiblis. Notre système de sécurité publique se trouve dans les mains des camarades qui suivent la ligne juste. Il se peut toutefois que dans quelques endroits, les services de sécurité publique soient contrôlés par de mauvais éléments. Il y a aussi des camarades chargés du travail de sécurité publique qui ne s'appuient pas sur les masses, ni sur le parti. Dans le travail d'élimination des contre-révolutionnaires, ils n'appliquent pas la ligne qui demande de faire ce travail sous la direction du comité du parti et en mobilisant les masses. Ils comptent uniquement sur le travail secret, sur ce qu'on appelle le travail professionnel. Un tel travail est nécessaire ; il est indispensable que les contre-révolutionnaires soient l'objet d'enquêtes et d'interrogatoires, mais le plus important, c'est d'appliquer la ligne de masse sous la direction du comité du parti. La dictature sur toute la classe réactionnaire doit tout particulièrement s'appuyer sur les masses et sur le parti. Exercer la dictature sur les classes réactionnaires ne signifie pas liquider tous les éléments de ces classes, mais les réduire, les réduire par des méthodes appropriées afin d'en faire des hommes nouveaux. Sans une large démocratie populaire, il est impossible de consolider la dictature du prolétariat et de stabiliser le pouvoir politique. Sans démocratie, sans la mobilisation des masses, sans le contrôle des masses, il sera impossible d'exercer une dictature efficace sur les éléments réactionnaires et les mauvais éléments, et il sera impossible de les réduire effectivement. Ils continueront alors à créer des troubles et auront encore la possibilité de provoquer une restauration. Ce problème appelle notre vigilance et j'espère que les camarades y accorderont toute leur réflexion.

Troisième point : Avec quelles classes nous unir, et quelles classes réprimer ?

Une question de position fondamentale

La classe ouvrière doit s'unir avec la paysannerie, la petite bourgeoisie urbaine, la bourgeoisie nationale patriotique ; mais avant tout, avec la paysannerie. Quant aux intellectuels, — hommes de science, ingénieurs et techniciens, professeurs, instituteurs, écrivains, artistes, acteurs, travailleurs médicaux et journalistes entre autres —, ils ne constituent pas une classe mais se rattachent, soit à la bourgeoisie, soit au prolétariat. Devrions-nous nous unir seulement avec ceux qui, parmi eux, sont révolutionnaires ? Non. Dans la mesure où ils sont patriotes, nous nous unissons avec eux et leur permettons de bien accomplir leur travail. Les ouvriers, les paysans, les éléments petits-bourgeois des villes, les intellectuels patriotes, les capitalistes patriotes et les autres démocrates patriotes représentent plus de 95 % de la population du pays. Sous notre dictature de démocratie populaire, tous ces gens sont englobés dans la notion de peuple et au sein du peuple, la démocratie est de rigueur.

Par la dictature de démocratie populaire, sont réprimés les propriétaires fonciers, les paysans riches, les contre-révolutionnaires, les mauvais éléments et les droitières hostiles au parti communiste. Les classes qui représentent les contre-révolutionnaires, les mauvais éléments et les droitières hostiles au parti communiste, sont celles des propriétaires fonciers et la bourgeoisie réactionnaire. Ces classes et ces individus nuisibles constituent environ 4 ou 5 % de la population. Ceux-là, nous devons les contraindre à se transformer. Ils sont l'objet de la dictature de démocratie populaire.

De quel côté nous tenir ? Du côté des masses populaires qui forment plus de 95 % de la population ? Ou du côté des propriétaires fonciers, des paysans riches, des contre-révolutionnaires, des mauvais éléments et des droitières, qui n'en représentent que 4 ou 5 % ? Nous devons nous tenir du côté des masses populaires, et en aucun cas, du côté des ennemis du peuple. C'est une question de position fondamentale pour un marxiste-léniniste.

Il en est ainsi à l'intérieur du pays ; il en va de même sur le plan international. Les peuples de tous les pays, les masses qui représentent plus de 90 % de la population, voudront tôt ou tard faire la révolution et soutenir le marxisme-léninisme. Ils ne sauraient soutenir le révisionnisme, et ceux qui, pour le moment, le soutiennent, finiront bien par le rejeter. Ils ne manqueront pas de s'éveiller peu à peu, de s'opposer à l'impérialisme et à la réaction de tous les pays, de s'opposer au révisionnisme. Un marxiste-léniniste authentique doit se tenir résolument du côté des masses populaires, qui constituent plus de 90 % de la population mondiale.

A SUIVRE

DEMAIN :
Quatrième point
«La connaissance
du monde objectif»

* Les intertitres sont de la rédaction du QdP.

PCF - RPR PLUS QUE DES COINCIDENCES

● Ces derniers temps, on s'est exercé, particulièrement du côté du PS, à découvrir des convergences entre le RPR et le PCF. S'achemine-t-on vers des convergences plus larges, comme l'affirment les dirigeants socialistes, allant jusqu'à parler de version française du compromis historique ?

Pendant toute la période qui a suivi la démission de Chirac de son poste de Premier ministre, la position du PCF était claire, nette, sans bavure,

Sur la politique économique de Giscard, le RPR critique la stagnation de la croissance et préconise la relance pour créer des emplois. Dans les Vosges, on voit le député RPR d'Épinal et le conseiller président du conseil général Poncelet, également RPR, émettre des protestations tonitruantes contre la fermeture de Boussac. La ficelle démagogique est grosse : il s'agit pour le RPR de prendre des distances face aux aspects les plus impopulaires d'une politique à laquelle il est associé. Sur ce point, la critique du PCF est ferme : les propos du RPR ne sont que démagogie.

Plus hésitant est son commentaire sur le refus du RPR de l'élargissement de l'Europe. Dans un premier temps, c'est le vieux réflexe «bonnet blanc et blanc bonnet» : Plissonnier nie la réalité des contradictions entre les deux blocs de la droite : «Le RPR, le parti de M. Chirac, au-delà des oppositions de façade, se ralliera une fois encore aux propositions du pouvoir». Le lendemain, le ton change : «Si (Chirac) est amené à considérer l'élargissement du Marché commun comme une erreur capitale, c'est qu'il est amené à tenir compte de certaines réalités. Reste à savoir jusqu'où le con-



duira cette évolution». Puis un subtil retour en arrière par une déclaration du bureau politique, selon laquelle «Le divorce est flagrant entre, d'une part, ses déclarations et, d'autre part, les actes politiques et le comportement de ses élus et ses ministres totalement solidaires de la politique réactionnaire, antisociale et antinationale du pouvoir».

Tout de même, sur l'élargissement de l'Europe, le RPR a clairement fait savoir qu'il ne voterait pas à l'Assemblée l'entrée de l'Espagne dans la CEE. Ce qui ne veut pas dire qu'il

simple et simpliste : Giscard et Chirac, c'était bonnet blanc et blanc bonnet ; les récriminations de Chirac n'étaient que de la démagogie visant à détourner les voix des mécontents dans son camp.

Ces derniers temps, la position du PCF n'est plus si tranchée et on peut percevoir des hésitations dans l'appréciation des positions de Chirac sur l'Europe.

mettra ses discours en pratique ; mais rarement la menace avait été aussi ferme. L'hésitation et les retournements des commentaires du PCF sur la réalité des contradictions au sein de la droite sont à rapporter à la situation actuelle d'isolement croissant du PCF. Lorsque la perspective de sa venue au gouvernement était posée, la seule position était de nier les contradictions au sein de la droite et de dénoncer les socialistes qui annonçaient leur préférence pour l'UDF.

Aujourd'hui, dans une situation d'isolement rendant lointaines ses chances

d'arriver au gouvernement, il est amené à prendre en compte ces contradictions.

Il serait imprudent d'affirmer que cela va le conduire à une stratégie de compromis historique, mais il n'est pas exclu que lors de votes à l'Assemblée se dégagent de temps à autre des convergences de fait. Cela ira-t-il plus loin ? Le PCF se réserve peut-être des modalités appropriées pour aller plus loin : l'éditorial de *L'Humanité* de mercredi explique la grogne de Chirac par «l'inquiétude des électeurs RPR» face à la politique de Giscard, en matière sociale et extérieure.

François NOLET

PS : divisions accrues au sommet

MAUROY ENTRE EN LICE

Le secrétariat du PS, qui s'est réuni comme chaque mercredi, a été plus long qu'à l'habitude. Il a été marqué par d'âpres discussions sur le texte dit des trente, publié par des proches de Mitterrand. Mauroy s'est déclaré opposé à cette contribution qu'il a jugée comme une menée

fractionnelle. Bien qu'on s'accorde généralement à penser que, sur le fond, rien ne le sépare fondamentalement des signataires du texte.

Il s'est en tout cas déclaré fermement opposé à toute exclusion d'un courant de la tendance majo-

ritaire, ce qui désigne nettement le courant Rocard. L'importance de cette prise de position vient du fait que Mauroy contrôle les puissantes fédérations du Nord et du Pas-de-Calais.

Durant cet affrontement, le plus remarquable aura sans doute été le silence des deux principaux intéressés, Rocard et Mitterrand. Cependant que Defferre tentait de ménager la chèvre et le chou, en condamnant la publication de la contribution des trente comme maladroite, ce qui ne la rejette pas sur le fond.

Mais la rivalité au sommet du PS, au sein même

de la majorité est désormais engagée : Mitterrand, après l'échec du 19 mars, n'a pas réussi à reprendre en mains les choses et à s'imposer par le biais du texte des trente. Le n°2 Mauroy est désormais entré en lice : fort de ses fonctions dans l'appareil et dans le Nord, il pose ses conditions à Mitterrand : ou bien une commission de conciliation se met en place, où Mauroy aurait la partie belle, pour «harmoniser» mitterrandistes et rocardiens. Ou bien, les comptes se règlent au Congrès, qui serait convoqué, pour le coup, avant la fin de l'année (et rien comme prévu pour le printemps 1979).

Les nouveaux acquéreurs de L'Aurore

On connaît maintenant officiellement les nouveaux propriétaires de *L'Aurore*. La présidence du groupe de presse sera assurée par Marcel Fournier, PDG de Carrefour. Les autres sont André Mentzelopoulos, PDG Félix Potin, la société Genvrain, et Guy de Roquemaurel, PDG de la société continentale de banque. Il en coûtera à ces messieurs 80 millions de francs.

On avait avancé comme acquéreur possible Pierre-Christian Taittinger, sénateur membre du parti républicain. Il ne donnera sa réponse qu'à la rentrée.

Rouge exige le remboursement des dettes de l'Etat

Le quotidien *Rouge*, dans son numéro de jeudi, accuse l'administration de faire traîner les choses pour le remboursement de 350 000 F actuels qui lui sont dus au titre de la TVA. Un journal doit payer la TVA à ses fournisseurs et il en reçoit de ses ventes. Si le journal est déficitaire, ce qui est le cas de *Rouge*, il ne doit pas payer la TVA, puisqu'il ne crée pas de valeur ajoutée. La récupération de la TVA perçue par l'Etat traîne en longueur. *Rouge* accuse le gouvernement de vouloir le couler par ce procédé.

Quelques aspects de la gestion d'une municipalité de gauche...

Grenoble, municipalité d'Union de la gauche, dirigée par le socialiste Dubedout, avec des conseillers PCF depuis 1977, donne quelques exemples de gestion d'une municipalité «démocratique» :

- Un employé communal a été récemment licencié. Le prétexte : son travail syndical débordait trop sur son travail professionnel et il était trop qualifié pour le travail qu'il effectuait ! A la suite de la mobilisation des travailleurs, les élus ont dû reculer et accepter de réembaucher l'employé, mais sur un autre poste ;
- La municipalité est en train de mettre en place un système de contrôle des congés-maladie par des médecins employés directement par elle (du type Secorex) ;
- La municipalité a décidé la construction d'un hôtel dans un lieu où se trouvait un terrain d'aventure. Pour prendre cette décision, la municipalité n'a consulté que quelques habitants du quartier... membres du PS. Les habitants ont décidé de s'opposer à ce projet.

Corr.

Le Quotidien du Peuple
est en vente
l'après-midi à Paris
et le matin en province

Le flic meurtrier était ivre

C'était bien une «bavure» dont ont été victimes deux jeunes gens tués par un motard de la police dans la nuit du 13 mars dernier. Il est

vrai que l'affaire était difficile à étouffer et la police a dû révéler que le motard était en état d'ivresse car son taux d'alcoolémie était de 0,92 g !

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Moulinex Caen

L'HEURE DU BILAN (1)

«On voit ce qui nous a bloqué, mais il ne suffit pas de le voir, il faut changer ça !»

● Jeudi, l'usine de Cormelles le Royal a repris. La première à débrayer, la dernière à rentrer, de force. De force, pas tellement parce que la grève aurait pu durer beaucoup plus longtemps, mais parce qu'une grande partie des grévistes ont eu le sentiment que, surtout depuis lundi, on les amenait à cette reprise, par toute une accumulation de barrières qui les rejetait vers cette seule solution. Et ce n'est pas un hasard si jeudi, la déléguée CFDT qui dirigeait les opérations, a dû s'y prendre à trois fois pour briser la révolte des grévistes devant cette reprise forcée, et les faire rentrer dans les ateliers, au bout de plus d'une heure de lutte inégale (voir QdP d'hier). Car si tant de grévistes, malgré la situation, ne voulaient pas reprendre, ce n'est pas seulement parce que les flics étaient là, devant l'usine. C'est aussi, et plus profondément encore, parce que cette reprise, ce n'est pas eux qui la décidaient mais des délégués, qui avaient pris la direction des affaires, et les avaient dépossédés de toute décision. C'est cela qui les révoltait, par dessus tout.

Leur volonté de lutte, toutes ces semaines, ceux de Moulinex l'ont montrée, et aux premières lignes, les femmes, les plus exploitées, les OS de ce bagne. Quand les cadres ont fait leur raid sur l'usine, blessant et tabassant des ouvrières, elles étaient les plus résolues à vouloir leur administrer la râclée qu'ils méritaient. Leur capacité d'initiative, leur force de proposition, ils l'ont aussi montrée, et là encore, les femmes ont tenu toute

leur place. Mais, expliquent-elles, c'est dur de se faire entendre du syndicat.

«Par exemple, on avait vu, au début que beaucoup de femmes venaient à l'usine avec leurs gamins pendant l'occupation. Pourtant, il y en a plus d'une qui habite loin. C'est bien la preuve que même si c'était dur, si ça posait des problèmes, elles voulaient affirmer leur présence dans la lutte, même si c'était limité. On a pensé qu'on pouvait organiser

quelque chose pour garder les gosses à tour de rôle. Mais certains délégués ont mis en avant qu'il y avait des risques, en cas d'intervention des flics. Rien n'a été fait, et ça a découragé bien des femmes. De même, au début, on faisait des sandwiches, on s'occupait de la nourriture. Ça permettait à plus de monde de rester sur place plus longtemps, on discutait, il y avait une vie à ce moment de l'occupation.

On s'est fait engueuler, sous prétexte que ce n'était pas le boulot des syndicalistes. Mais en faisant ça, on voulait donner plus de moyens à la lutte, permettre à davantage de monde d'être dans la grève.

Bien sûr, ça peut paraître peu de chose, ces initiatives. Mais il y avait deux possibilités : soit on faisait tout pour que le maximum de grévistes participent, à la mesure de leurs moyens, soit on s'y refusait, on prenait tout sur soi, on militait 24 heures sur 24, et on trouvait alors que les gens disent

qu'ils sont pour la grève mais qu'ils ne font rien, que c'est toujours les mêmes qui font tout. C'est ce qui s'est passé. Quand on ne vient plus qu'aux AG, on est de fait mis à l'écart, la lutte n'est plus prise en mains par le maximum de gens. Et comment s'étonner de ça, si aucune proposition n'est faite pour les mobiliser ? Ce point de vue, une frange assez large des travailleurs l'exprime nettement, qu'ils soient syndiqués ou pas. Mais ils ne s'arrêtent pas là :

«Ça ne sert pas à grand chose de constater que ces propositions, qui correspondent pourtant aux aspirations de la majorité des grévistes, sont contrées, et qu'elles ne passent finalement pas dans la vie. On ne peut pas se contenter de le regretter, il faut que ça change. Ce qu'on a essayé de comprendre, c'est comment une telle paralysie des initiatives était possible, alors qu'elles correspondent aux aspirations de la majorité. C'est bien cette question qu'il faut qu'on éclaircisse si on veut changer ça.

Depuis la grève de 74, il y a pourtant eu un sacré progrès. Par exemple au niveau du syndicat. Il y a encore quelques années, la syndicalisation était pour ainsi dire limitée aux OP, aux hommes. Aujourd'hui le syndicat s'est construit parmi les plus exploitées, les OS, les femmes donc. Il y a des femmes qui sont déléguées, des OS, toute une série de jeunes ont commencé à accéder à des responsabilités depuis ces dernières années. Ça c'est positif. Mais ce qu'on voit c'est qu'on n'a pas encore de poids dans ces décisions de la section, qu'on est considéré un peu comme des mineurs. Pourquoi, alors qu'on est toute la journée aux côtés des OS, qu'on les représente effectivement ? Comment est-ce qu'on peut être mis comme ça à l'écart ? Là-dessus aussi, on commence à y voir plus clair. Ce qu'on nous reproche, c'est de ne pas pouvoir être disponible nuit et jour, de ne pas avoir beaucoup d'expérience. Mais quand on commence à 6 h, on ne peut pas se permettre d'être là jusqu'à 11 heures

du soir, surtout pour les femmes. Et résultat, il y a des «spécialistes», ceux qui connaissent comment ça tourne, qui finissent par prendre toutes les décisions, au nom de leur militantisme. Et même aux yeux des ouvrières, ils apparaissent comme les meilleurs, parce qu'ils sont toujours sur la brèche qu'ils ont l'habitude de parler... Mais ça décourage les jeunes militants, parce que ça leur enlève les moyens de se faire entendre. Ils ont l'impression de ne pas compter. Mais si on cède à ce découragement, ça renforce cet état de fait !»

C'est une partie du bilan, qui commence à se tirer ainsi. C'est cela qui revient dans les discussions de ces derniers jours, chaque fois qu'un jeune militant dit qu'il en a assez, qu'il parle de tout larguer.

«Si nous voulons changer ça, il faut continuer à se battre pour que plus de gens prennent les choses en mains !»

A SUIVRE

Fougerolles Creys-Malville

LES TRAVAILLEURS COMMENCENT A TIRER LE BILAN DE LEUR LUTTE

● En grève depuis le 8 mai, les ouvriers de Fougerolles sur le chantier de la centrale de Creys-Malville ont repris le travail le 28 juin. Ils n'ont pas obtenu satisfaction sur toutes leurs revendications, et en particulier la principale, une prime de déplacement de 60 F calendaire, c'est-à-dire tous les jours du calendrier. Ce qu'ils ont obtenu, c'est :

- 1 % d'augmentation tous les trois mois jusqu'au 1^{er} janvier 1979 y compris, avec effet rétroactif au 1^{er} avril ;
- une augmentation de 15 F par mois de prime d'éloignement ;
- Maintien exceptionnel de la prime de présence du mois de juin pour les jours travaillés ;
- service de transport ;
- possibilité d'arrangement pour récupérer le salaire perdu.

Si les travailleurs de Fougerolles ont le sentiment d'avoir lutté pour leur dignité, beaucoup pensent que pour huit semaines de lutte le résultat est médiocre. Pour eux, aujourd'hui, l'heure est au bilan. Nombreux sont ceux qui accusent la CGT de les avoir trahis. Suite à la négociation du 24 mai, le syndicat CGT jugeant les propositions de la direction satisfaisantes, avait abandonné la grève. Telle n'était pourtant pas l'appréciation de la majorité des ouvriers. A partir de ce moment, des délégués CGT ont manœuvré pour la reprise du travail. Cela s'est soldé le 21 juin par une bagarre entre grévistes et «non-grévistes» au

cours de laquelle il y eut trois blessés. Ce coup de force était monté par le patron du chantier, et les délégués CGT s'y sont joints. «Ils étaient les premiers à nous attaquer, raconte un ouvrier, nous n'étions que 50, on en a repoussé 300. Ce sont eux qui ont attaqué les premiers».

Parmi les non-grévistes, beaucoup sont conscients d'avoir été manipulés : «Nous étions venus pour prendre des nouvelles». Parmi ceux qui étaient considérés comme non-grévistes, nombreux sont ceux qui n'habitent pas auprès de la centrale et avaient des difficultés pour participer au piquet de grève. L'amertume est gran-

de d'en être arrivés à se battre entre gars qui travaillent ensemble. La colère aussi contre ceux qui forment les divisions.

Mais, ce n'est pas la seule action de la CGT ; elle s'est également jointe au concert de calomnies de la direction à l'égard de certains leaders de la grève. S'appuyant sur le fait que la CFDT est contre le programme électro-nucléaire de la bourgeoisie, certains ont accusés de «toucher de l'argent de la part des écologistes ; d'avoir été présents à la manifestation du 30-31 juillet 77 et par là même, vouloir arrêter la centrale et ainsi enlever le pain de la bouche aux ouvriers». Aujourd'hui, la CGT se joint à la direction qui demande le licenciement de quatre ouvriers espérant ainsi exclure la CFDT du chantier et être la seule à occuper le terrain. Certains bruits font même état de détournement de certaines sommes réunies au cours de collectes.

Le 27 alors que grévistes et non-grévistes s'étaient mis d'accord sur la base des acquis négociés et pas de licenciements, pour reprendre le travail, le patron voulait séparer ces deux points. Puis, il a trans-



formé les licenciements en mises à pied de 15 jours. Les travailleurs discutaient de ces nouvelles propositions et pendant ce temps, derrière leur dos, les délégués CGT signaient l'accord.

Le tribunal de grande instance de Bourgoin qui se terminait pour la deuxième audience des référés sur «entrave au droit du travail» a déclaré prolonger

l'enquête par manque d'information. Il rendra son jugement le vendredi 7. Une réunion est prévue qui doit permettre aux ouvriers de mieux cerner les obstacles au fait qu'il n'ont pas réussi à faire participer la majorité des travailleurs jusqu'à l'aboutissement de leurs revendications, de mieux voir leurs propres insuffisances et de réfléchir à la manière dont ils ont

mené la popularisation de la lutte tant en direction des ouvriers éloignés du chantier par leur lieu d'habitation qu'en direction de l'extérieur.

Aujourd'hui, les quatre ouvriers, dont des délégués CFDT, sont mis à pied, mais les travailleurs dans leur ensemble, sont décidés à empêcher les licenciements.

Corr. Grenoble

ZAC de Guilleminot (Paris 14^e)

«NOUS SOMMES PARTIS POUR RESTER !»

«*Nous sommes partis pour rester*», une des nombreuses banderoles qui flottent dans les rues du Nord du 14^e arrondissement de Paris, dit avec humour, la détermination des habitants du quartier à vouloir rester sur place. A l'ombre de la gigantesque tour Montparnasse, tout un quartier est menacé par un projet de rénovation qui signifie à court terme l'expulsion (1 milliard vient d'être débloqué à cette fin) de tous les habitants actuels, qui devront aller dans les tristes banlieues, au prix d'heures de transport onéreuses et fatigantes.

Le sort de ce quartier populaire, où vit une majorité d'ouvriers âgés, risque fort d'être tranché pendant les vacances, la SEMIREP (société d'économie mixte, chargée de la rénovation) comptant sur les départs pour faire un coup de force et vider les récalcitrants. Mais c'est compter sans la mobilisation de la population du quartier, qui n'en est pas à sa première lutte. L'année dernière en effet, les mêmes qui aujourd'hui veulent vider le

quartier de ses habitants, pour y opérer une fructueuse opération financière, ont dû abandonner leur projet de «Radiale Vercingétorix», grande artère de pénétration dans Paris, projet qui signifiait, aussi, une émigration des habitants du quartier, et plus tard une «rénovation» avec bouleversement sociologique. Les travailleurs et les masses populaires doivent-ils être éliminés de Paris, à la faveur des cadres et intellectuels, qui

seuls pourront se payer les loyers exorbitants qu'une telle rénovation signifie ? Les habitants actuels le refusent.

«*Zut à la ZAC !*» proclamait une banderole colorée. La ZAC ? (Zone d'Aménagement concertée). Le projet est déjà ancien, et basé sur une enquête de 1919 qui montrait un fort pourcentage de cas de tuberculose. Mais la concertation n'a eu lieu qu'entre les promoteurs, les banquiers et ceux qui manifestent par leur politique d'austérité, leur mépris pour les masses. Ils n'ont pas hésité à ressortir une vieille enquête, pour arrondir leur portefeuille. Mais les habitants ne sont pas dupes, et exigent de rester sur place. Si il manque des sanitaires et des WC dans ces immeu-

bles dont la très grande majorité possède une «charpente» très saine, il n'y a qu'à en poser, il n'est pas nécessaire de tout raser pour cela !

Et les comités de rue, qui regroupent les habitants par rues, avec une coordination «Vivre dans le 14^e», s'emploient à affirmer cette exigence. Devant la mobilisation, le projet initial, qui prévoyait la destruction de pratiquement tous les immeubles de cette zone, (2 devaient être conservés) a été réduit à de moindres prétentions. Dans un premier temps la SEMIREP, annonçait qu'il resterait 38 immeubles, et l'on sussure maintenant que ce serait une centaine.

Mais la nouveauté, c'est l'ancien ! En effet, Chirac et d'Ornano, ont mis fin à leur querelle, et prévoient maintenant de reconstruire le quartier dans le style «d'autrefois». Chirac renonce donc à ses projets d'immeubles «grandioses» de style pompidolien, et d'Ornano sauve ainsi son titre de ministre du «Cadre de vie».

Quels accords ont passé les chiraquiens et les giscardiens ? Quoi qu'il en soit, cela signifie toujours la politique du bulldozer, une mort par inanition du quartier ; car la «vie» ce sont les habitants, avec leur histoire gravée dans les murs, leur diversité, leurs liens, qui la créent. Le béton aseptise, et les commerces de luxe n'auront pas la tâche facile. Le quartier reste vigilant, et prêt à la riposte.

Pierre CHÂTEL



Non à la centrale de Boyer

Le dimanche 2 juillet, 450 personnes environ sont venues affirmer leur refus de voir s'implanter une centrale nucléaire dans la région de Sennecey-le-Grand. La journée était organisée par le mouvement anti-nucléaire intercommunal, le mouvement régional anti-nucléaire, le comité régional anti-nucléaire, le mouvement écologique de Tournus et de Beaune, le comité de Placey et les amis de l'homme et de la pêche. Cette journée, à la fois fête et débat, a montré la volonté de certains d'aller plus loin dans la mobilisation, dans la détermination, de s'opposer par tous les moyens à l'avancée d'EDF. Les rencontres et discussions avec les opposants aux centrales du Pellerin et de Malville ont permis individuellement de voir les possibilités de lutte, de faire tomber certaines illusions pacifistes. C'est dire que ce rassemblement a été un succès par la mobilisation numérique pour un rassemblement régional, malgré un sabotage orchestré par la coordination du Val-de-Saône qui, elle, prône les petits rassemblements gentils, les petites manifs pour se faire plaisir, les compromis avec les gens de tous bords, élus ou autres, qui pensent plus à leurs intérêts ou à leurs écharpes qu'aux dangers de la centrale. Reste à voir maintenant si ce rassemblement peut être à la base d'une mobilisation régionale réelle de la population, sur le site et autour du site, si les paysans concernés vont continuer à refuser de vendre leurs terres, si l'illusion sur l'enquête «d'utilité publique» tombera, en fait, si la détermination à refuser la centrale sera capable de se transformer en mobilisation sur le terrain, si l'idée d'occuper le site, de bloquer tous les travaux, passera dans les faits et avec la population. Une contre-enquête dans les mairies est prévue.

Corr.

Schultz libéré : le terroriste était ailleurs

Detlev Schultz aurait été libéré. Arrêté et condamné pour un vol de sac à main, alors qu'il était pris en flagrant délit, la RFA demandait dans de brefs délais l'extradition de Schultz. Le motif de son extradition : dangereux terroriste et aurait abattu un flic allemand. Campagne soigneusement entretenue par les médias allemands qui le présentaient comme un membre de la «bande à Baader». Schultz a toujours nié les faits reprochés, son procès en RFA vient de confirmer ses dires. Le flic aurait tout simplement été abattu par un de ses collègues. Les terroristes ne sont pas toujours où on voudrait nous le faire croire...



Deux jours de fête, les 8 et 9 juillet, à la salle des fêtes de Benfeld.

Samedi, musique en non-stop à partir de 20 h et plusieurs débats : Vivre et travailler au pays ; écologie et défense de l'emploi ; vivre autrement, travailler pourquoi ? ; consommer autrement pour vivre mieux ; les vallées vosgiennes vidées, l'Alsace polluée.

Dimanche, encore de la musique, avec l'après midi du folk et des chansons alsaciennes. Débat : les quotidiens régionaux, la presse d'expression locale. Les radios libres : quelle information voulons-nous ?

Et pendant ces deux jours : animation (la culture en Alsace, être immigré en Alsace), théâtre, films, vidéos, expositions, stands luttes ouvrières-paysannes et écologiques, crèches et jeux pour les enfants...

Vignette : 25 F pour les deux jours, gratuit pour les moins de 14 ans.

FEMMES

Villeneuve Saint-Georges

4 heures pour un centre de contraception et d'interruption de grossesse.

LE PCF AVAIT REFUSÉ LA SALLE

Samedi 24 juin se sont tenues les «4 heures pour un centre d'orthogénie» à l'hôpital de Villeneuve Saint-Georges.

Au cours du débat (auquel 80 personnes participaient), il a été rappelé que la manifestation du mois dernier a fait reculer la direction de l'hôpital : celle-ci admet l'ouverture d'un centre dans l'hôpital, et accepte de recevoir le groupe femmes (jusqu' alors jugé «non représentatif»). Mais bien sûr, elle fait tout pour en saboter la réalisation : en proposant

par exemple que le centre soit installé dans des locaux qui ne sont pas encore construits...

Le Groupe femmes refuse : «C'est une manière de repousser le projet dans 3 ans - ils avaient la même tactique quand on a lutté pour obtenir une crèche».

COMMENT MOBILISER ?

Une représentante du Planning proposa de «convoyer toutes les municipalités situées dans le secteur de l'hôpital». Ce à quoi les représentantes du Groupe femmes répondirent : «La

municipalité PCF de Villeneuve Saint-Georges nous a refusé une salle pour tenir les 4 heures. Il nous a été répondu que la salle était occupée, ce qui, après vérification, s'est avéré faux.

Les mairies alentour sont toutes au courant de l'affaire. Nous leur avons envoyé des lettres. Qu'ont-elles fait ? Est-ce qu'on va perdre du temps à organiser une telle coordination ?

C'est à nous de prendre la lutte en charge. Peut-être en organisant une contre-expertise de locaux ou en occupant».

Officiellement, le PCF soutient l'ouverture du

centre. En fait, il refuse régulièrement une salle pour les réunions du collectif et n'assiste jamais à ses réunions.

ALLER DISCUTER DANS LES QUARTIERS

Pour renforcer le collectif, les participantes ont souligné l'importance de ne pas s'épuiser dans des démarches du type : lettres au ministère, lettres aux élus locaux, etc., mais d'aller discuter avec les gens dans les quartiers, comme au début de la mobilisation.

D'après notre correspondante

PROGRAMME TÉLÉ

Samedi 8 juillet

TF 1

18 h 40 - Magazine auto-moto
 19 h 10 - Dessin animé
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Tour de France
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Numéro un : Jairo
 21 h 30 - Starsky et Hutch
 22 h 25 - Histoire de la musique populaire du monde entier
 23 h 05 - Journal et fin

A 2

18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - L'heure d'été
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Les cinq dernières minutes : Techniques douces
 22 h 15 - La télévision d'ailleurs : Suède
 23 h 15 - Journal
 20 h 30 - Petite musique de nuit
 23 h 40 - Fin

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Samedi entre nous
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Holiday on ice
 21 h 20 - En attendant la lumière
 22 h 50 - Journal et fin

Dimanche 9 juillet

TF 1

17 h 55 - La Conquête de l'Ouest, 2ème épisode
 19 h 25 - Les Animaux du Monde
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Château en Suède, film de Roger Vadim
 22 h 10 - Le Cours de Gabriel Bacquier
 23 h 10 - Journal et fin

A 2

18 h 30 - La goélette d'or
 19 h 00 - Stade 2
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Spécial Duke Ellington
 21 h 50 - Honoré Daumier
 22 h 50 - Journal
 23 h 05 - Petite musique de nuit

FR 3

17 h 30 - Espace musical
 18 h 25 - Cheval, mon ami
 18 h 50 - Plein air
 19 h 20 - Spécial TOM-DOM
 19 h 35 - L'assie
 20 h 05 - Transversales
 20 h 30 - La France des médecines sauvages
 21 h 35 - L'homme en question : Jean Edern-Hallier
 22 h 35 - Cinéma de minuit : L'Ange bleu avec Marlène Dietrich

Lundi 10 juillet

TF 1

18 h 15 - Visages du Canada
 19 h 10 - Jeune pratique
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tour de France
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Le privé, film américain
 22 h 20 - Les grandes personnes : Claire Brétécher et Jean-Claude
 23 h 15 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - L'heure d'été
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Music-hall
 21 h 35 - Top club
 21 h 50 - Lire, c'est vivre : La métamorphose, de Franz Kafka
 22 h 40 - Journal
 22 h 50 - Petite musique de nuit
 23 h 00 - Fin

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 55 - Flash journal
 19 h 40 - Tribune libre : Front libertaire
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Mort, où est ta victoire
 22 h 35 - Journal et fin

INTERNATIONAL

Europe

LES MONNAIES :
UNE MALADIE CHRONIQUE

● A l'heure où s'ouvre le sommet économique européen de Brême qui doit préparer le sommet occidental de Bonn les 16 et 17 juillet prochain, un des enjeux pour l'Europe est de parvenir à une politique monétaire commune. Après l'échec de l'Union Economique et Monétaire (U.E.M.), le plan franco-allemand de créer un Front Monétaire Européen est au centre des conversations de Brême.

Les marges de fluctuation entre les monnaies européennes ne donnent aucune garantie de sta-

bilité économique. Si on fait le bilan de la coopération monétaire européenne, on est bien loin de l'objectif fixé par la CEE de réaliser une union économique et monétaire qui devait exister avant 1980. A cela les raisons sont nombreuses et la crise économique a certainement diminué les chances de voir aboutir ce projet. Face à la crise, les pays capitalistes ont tous eu un réflexe de défense individuelle d'où l'incapacité de rendre convergentes les politiques conjoncturelles des États mem-

LES CONTORSIONS
DU SERPENT

L'histoire du «serpent monétaire» montre assez bien le blocage de la construction d'une politique monétaire commune. Sa création devait n'être qu'une étape vers l'UEM. Créé en 72 pour maintenir des marges de fluctuation plus étroites entre les monnaies de la CEE élargie, il fut abandonné par l'Italie, La Grande-Bretagne et l'Irlande qui connaissant de sérieuses difficultés économiques ne purent supporter la limite de flottement des monnaies fixée à 2,5 %.

La France qui l'avait quitté en janvier 74, rallia à nouveau le serpent en 75 pour le quitter de nouveau en 76.

On peut se demander quelle utilité conserve le serpent monétaire alors que pour la CEE seuls la RFA, le Bénélux et le Danemark y sont restés.

Sur cette question la France et la RFA ont soumis à la Conférence une proposition commune qui vient d'être acceptée : elle consiste à élargir les marges de fluctuation entre les monnaies européennes jusqu'à 4,5 % ce qui permettrait aux pays qui l'ont quitté de rejoindre ainsi ce serpent élargi et de tenter, selon le vœu émis par Giscard, de «créer une zone de stabilité monétaire en Europe».

LE POIDS
DU DEUTSCHMARK

Ce qui a prévalu dans la démarche de Giscard et de Schmidt c'est la constatation du retard pris par les pays européens face à la (relative) croissance américaine et japonaise. Ils partent du point de vue qu'une certaine stabilité monétaire permettrait une certaine relance économique et aussi de faire contre-poids face au dollar. Mais les obstacles sont nombreux à une stratégie communautaire sur la monnaie : l'attitude de la Grande Bretagne et celle de l'Italie sont parmi les inconnues, de même que derrière l'unité apparente, des divergences de vue importantes subsistent entre la France et la RFA quant à l'attitude à adopter face aux USA.

Un Front Monétaire Européen qui se substituerait

à l'actuel F.E.C.O.M. (Front Européen pour la Coopération Monétaire) va de pair avec une pénétration plus importante de l'Allemagne dans les structures monétaires européennes, car seule la RFA peut fournir les fonds suffisants pour soutenir les monnaies en difficulté. Si Schmidt est prêt à mettre des moyens importants dans l'affaire c'est qu'il serait le principal bénéficiaire du projet. En effet, le soutien du dollar coûte cher à l'Allemagne et les fonds dépensés pour soutenir la monnaie américaine pourraient aussi bien être utilisés pour soutenir les monnaies européennes en difficulté, à condition que certains pays comme la Grande Bretagne et l'Italie acceptent «d'assainir» leur économie, donc d'accélérer les restructurations avec leur train de licenciements.

RETICENCES
BRITANNIQUES

Les obstacles à l'aval britannique sont nombreux : d'une part, l'instabilité des mouvements de change permet à la Grande Bretagne des gains spéculatifs importants et d'autre part ce pays n'est pas prêt à compromettre ses relations avec les USA dans un projet qui d'une certaine façon contrecarre le dollar. Une raison d'ordre interne vient s'ajouter aux réticences britanniques : à trois mois des élections le gouvernement ne veut pas se mettre à dos les adversaires de l'Europe nombreux en Grande Bretagne alors que l'acceptation du plan Giscard-Schmidt entraînerait un nouvel «assainissement» de l'économie britannique nécessairement impopulaire. La position britannique résultera de l'attitude de l'Allemagne, car seule une relance de sa part pourrait influencer sa décision. Mais pour que la RFA relance, elle souhaite un geste des USA pour stabiliser le dollar. Ce geste a été amorcé dernièrement : Carter a pris la décision de taxer les importations de pétrole pour réduire la part qu'elles représentent dans leur balance commerciale.

SYNONYME
D'AUSTÉRITÉ

On est loin dans tout cela d'un consensus géné-

ral sur une politique monétaire commune, car même si le projet d'élargissement du serpent monétaire et de création d'un Fonds Monétaire Européen voyait le jour, les premières applications seraient extrêmement lentes à se mettre en place. De toute façon, le plan Giscard-Schmidt reste synonyme d'austérité pour les travailleurs et ce ne

sont pas les propos démagogiques de Giscard qui soutient que «si la croissance économique accélère de 1 % dans les pays d'Europe cela représentera plusieurs millions de créations d'emplois», qui feront oublier les 6 millions de chômeurs de l'Europe.

Frank ROUSSEL

USA :
ventes
de chasseurs israéliens
à Taïwan

Le gouvernement américain a annoncé qu'il autoriserait la vente de chasseurs à réaction israéliens KFIR à Taïwan. La livraison de ces avions est soumise à l'approbation préalable des USA, étant donné que leurs réacteurs sont de fabrication américaine. Cette décision constitue d'une part un soutien à l'industrie militaire de l'État sioniste, puisqu'elle lui permet de diminuer ses coûts de production en faisant des exportations ; d'autre part, elle contribue à renforcer l'armement des fantoches de Taïwan et, bien entendu, elle constitue une entrave à la normalisation des relations sino-américaines, telle qu'elle était prévue par le communiqué de Changai de 1972.

Nouveau constat
d'échec
pour l'agriculture
soviétique

Prenant la parole au plénum du comité central du PCUS consacré à l'agriculture, Brejnev a dû reconnaître une fois de plus l'incapacité de l'agriculture soviétique : mauvaise utilisation du matériel, gaspillage du combustible et des engrais sont parmi les explications fournies pour justifier les faibles rendements enregistrés. Loin de s'attaquer aux causes profondes de cet échec, Brejnev préfère mettre en cause quelques cadres du parti qui, selon lui, ont trop tendance à expliquer les mauvaises récoltes par les calamités naturelles ; en effet, les colonnes des journaux soviétiques abondent d'exemples de directeurs de kolkhozes qui s'enrichissent sur le dos des paysans, le phénomène est trop important pour qu'il soit caché. Pour *L'Humanité*, «les objectifs pour ces deux dernières années n'ont pas été atteints» mais dans l'ensemble l'agriculture soviétique a fait des progrès depuis 1965. En réalité, l'URSS devra continuer à acheter des céréales aux USA pendant de nombreuses années pour nourrir sa population.

Niger - Sahara

Le gouvernement nigérien a pris position en faveur de la mise à l'ordre du jour de la question du Sahara occidental au sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine qui doit se tenir

à Kharthoum du 1 au 15 juillet. Le Niger se déclare «prêt à participer de la façon la plus positive au règlement rapide et définitif de ce douloureux problème.»

Liban

MENACES D'INTERVENTION SIONISTE

Après les bombardements intenses de la nuit de mercredi à jeudi, la journée de jeudi, puis la nuit de jeudi à vendredi avaient été relativement calmes à Beyrouth. Le président libanais Sarkis, qui avait annoncé sa démission, l'a reprise sans qu'apparemment un accord ait été conclu avec la Syrie. L'ambassadeur américain au Liban avait demandé à Sarkis de ne pas démissionner.

L'Etat sioniste a pris pré-

texte de la situation à Beyrouth pour menacer d'une nouvelle intervention. Jeudi, le gouvernement de Begin a envoyé plusieurs chasseurs-bombardiers survoler Beyrouth à basse altitude. Il annonçait en même temps vendredi matin des mesures de sécurité à la frontière du Sud. Ben Elissaz, directeur général de la présidence du conseil de l'Etat sioniste a déclaré : «*Le gouvernement israélien suit de très près ce qui se*

passé au Liban et entretient à ce sujet des contacts avec les pays occidentaux». Une autre déclaration d'Israël fait état du «*génocide des chrétiens*».

C'est avec un cynisme extraordinaire que les nouvelles menaces sionistes contre le Liban se couvrent de prétextes humanitaires, quand on se souvient des massacres de populations civiles qu'Israël n'a jamais hésité à perpétrer lors de ses invasions du Liban.

En fait, l'Etat sioniste porte la responsabilité principale de la situation actuelle au Liban et des affrontements de Beyrouth qu'il prétend dénoncer. Lors de sa dernière agression contre le Liban-Sud, l'armée sioniste a installé les fascistes libanais sur sa frontière : il apparaît nettement qu'Israël vient utiliser les fascistes libanais pour tenter de diviser le Liban, de le soumettre à sa botte et de le couper du monde arabe.

Tchad : échec de la conférence de Tripoli

La conférence de Tripoli, qui devait aboutir à une «*réconciliation nationale*» entre le gouvernement central et le FROLINAT au Tchad, a échoué pour le moment. Le gouvernement de Malloum continue à refuser le retrait des troupes françaises, qui comptent 2 500 hommes, en affirmant qu'il y aurait également des «*troupes étrangères*» du côté du FROLINAT.

Ghana : démission du chef de l'État

Le général Acheampong, chef d'État du Ghana, a démissionné mercredi. Il a été remplacé par le chef d'état-major de l'armée, le général Akuffo. Dirigeant de la junte militaire au pouvoir depuis 1972, le général Acheampong était en butte à des difficultés de plus en plus grandes notamment à cause de la crise économique qui sévit au Ghana. D'autre part, il était en désaccord avec les autres dirigeants militaires sur la normalisation de la vie politique et la restitution du pouvoir civil. Le référendum organisé à ce sujet en mars dernier avait été un échec.

Organisation de l'Unité Africaine

Le sommet annuel de l'OUA devait s'ouvrir vendredi à Khartoum, au Soudan. Il commence par une conférence ministérielle avant le sommet des chefs d'État. Il devra examiner la question du renforcement de la solidarité avec les peuples d'Afrique Australe en lutte contre les régimes racistes. Les représentants des peuples d'Erythrée et du Sahara s'efforceront de se faire entendre et de faire inscrire à l'ordre du jour leurs luttes de libération, longtemps ignorées par l'OUA. Le problème des interventions étrangères fera probablement l'objet de débats difficiles.

URSS-ONU

Waldheim, secrétaire général de l'ONU a décidé de reconsidérer la nomination de deux fonctionnaires soviétiques au siège de l'Organisation à Genève. Les deux individus proposés par l'URSS étaient connus comme des responsables du KGB. L'éventualité de leur nomination avait entraîné des protestations de la part du gouvernement suisse et de l'ambassade américaine.

Yemen : incidents Nord-Sud

La presse d'Aden, qui avait annoncé la prise de deux villages frontaliers par le Nord-Yémen, indique qu'ils auraient été repris par les troupes du Yémen du Sud. Pour sa part, le ministre du Nord-Yémen, Mohamed Salem Basnodah, a démenti la participation de son pays à toute attaque contre le Sud et a déclaré que «*ces accusations ne sont qu'un prétexte pour justifier une éventuelle agression contre le Nord dans le but de nous placer sous le contrôle d'une puissance étrangère*».

Yemen : menaces d'intervention soviétiques

Alors que des journaux arabes avaient annoncé mercredi la concentration de troupes d'Arabie Saoudite à la frontière du Yemen du Sud, à la suite de la tension entre les deux Yemen, l'agence Tass a publié un communiqué très violent mettant en cause l'Arabie Saoudite et formulant des menaces d'intervention à peine voilées : «*Il n'est pas besoin de dire combien seraient graves les conséquences d'une intervention armée contre le Yemen démocratique. Celui-ci n'est pas seul et les forces progressistes ne l'abandonneront pas dans l'épreuve*».

Ainsi, ayant consolidé son influence au Yemen du Sud, à la suite de l'élimination du président Robaya, et disposant maintenant de deux points d'appui dans la région (avec l'Ethiopie), le social-impérialisme menace les pays arabes d'une nouvelle intervention militaire.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Et l'acier fut trempé

(Extraits) Nicolas OSTROVSKI

IX

On confia un cercle de jeune komsomol à Pavel. Cela lui redonna de l'énergie. Par la radio, Pavel apprit que la jeune génération avait réalisé des exploits sur des chantiers...

Il se représentait la tempête de neige, cruelle comme un troupeau de louves, les rigueurs du gel dans l'Oural. Le vent hurlait et, dans la nuit, un détachement de la seconde génération des Kortchaguine luttait contre la tourmente en posant les vitres des bâtiments géants, sauvant ainsi de la neige et du gel les premières chaînes d'un des plus grands combinats du monde (1). Comme il paraissait minuscule, le chantier de la forêt où la première génération du Komsomol de Kiev s'était colletée avec les éléments déchaînés. Le pays avait grandi, les hommes aussi.

Sur le Dniepr, l'eau rompit les barrières d'acier et déferla, noyant hommes et machines. De nouveau, les Komsomols se lancèrent dans la bataille et, après une mêlée acharnée de deux jours, passés sans sommeil ni repos, obligèrent le fleuve à retourner derrière le rideau d'acier. La nouvelle génération avait été à la pointe de ce combat grandiose. Parmi les noms des héros, Pavel eut la joie d'entendre celui de Pankratov.

Ils vécurent plusieurs jours à Moscou, dans une pièce à côté des archives d'une administration dont le directeur s'employa à faire entrer Kortchaguine dans une clinique spécialisée.

Maintenant seulement Pavel comprenait qu'il est relativement simple et facile d'être tenace quand on a un corps robuste et la jeunesse, mais que, lorsque la vie resserre son étau de fer, cela devient une affaire d'honneur.

— Tu sais, Pavel, maman m'a écrit avant son départ que papa a été licencié par la coopérative et qu'il travaille maintenant sur un chantier comme charpentier.

Dix-huit mois avaient passé depuis le séjour de Kortchaguine dans la petite pièce à côté des archives. Dix-huit mois de souffrances indicibles.

A la clinique, le professeur Averbakh avait dit carrément à Pavel qu'il était impossible de lui rendre la vue. Plus tard, dans un avenir certain, quand l'inflammation aurait cessé, on tenterait une opération sur les pupilles. Des mesures d'ordre chirurgical étaient nécessaires pour enrayer le processus inflammatoire.

On lui demanda son accord, et Pavel donna carte blanche aux médecins.

Au cours des heures qu'il passa sur les tables d'opération, quand les scalpels fouillaient son cou en excisant la glande parathyroïde, la mort le frôla trois fois de son aile noire. Mais il avait l'âme chevillée au corps. Après les heures d'attente effrayantes, Taia retrouvait son ami dans un état de pâleur cadavérique, mais vivant et, comme toujours, calme et tendre.

— Ne t'inquiète pas, petite fille, on ne m'enterre pas facilement, j'ai bien l'intention de continuer à vivre et rouspéter, rien que pour fausser les calculs arithmétiques des savants esculapes. Ils ont raison à cent pour cent pour ce qui est de ma santé, mais se trompent lourdement en concluant à mon invalidité totale. On en reparlera.

Il avait fermement choisi la voie qu'il entendait suivre pour rejoindre les rangs des bâtisseurs de la vie nouvelle.

L'hiver se termina, le printemps ouvrit les croisées, et Kortchaguine, exsangue, ayant survécu à la dernière opération, comprit qu'il ne pouvait plus rester à l'hôpital. Vivre tant de mois au milieu des souffrances humaines, des gémissements et des lamentations de gens condamnés était infiniment plus pénible que de supporter ses propres souffrances.

Comme on lui proposait une nouvelle opération, il répondit froidement, sèchement :

— Non, ça me suffit. J'ai donné une partie de mon sang à la science. Tout ce qui me reste, j'en ai besoin pour d'autres fins.

(à suivre)

(1) L'usine métallurgique de Magnitogorsk, mise en service le 31 janvier 1932. (N. d. T.)

Mévente
des pommes de terre
et des porcs

Colère paysanne en Bretagne

Après Brest, mercredi, c'est à Quimper que les paysans bretons ont manifesté leur colère : le scénario de la manifestation est toujours le même, défilé de tracteurs avec leur remorque, arrivée devant les bâtiments où sont installés les pouvoirs publics, brefs affrontements avec la police. En fait, ces affrontements consistent en un arrosage des flics au lisier (purin de cochon). Dans les villes de Brest et de Quimper, la ronde des tracteurs sème une belle pagaille dans la circulation. Au delà du caractère insolite de ces manifestations paysannes, est posé le problème de la mévente des porcs et des pommes de terre primeurs.

Sur les 150 000 tonnes de pommes de terre primeurs produites cette année 20 % seront vraisemblablement invendues et détruites. Le reste est mis sur le marché au prix de 30 centimes le kilo. Bien que très faible et ne payant pas le travail des agriculteurs, ce prix ne permet pas de faire augmenter la vente et la consommation. Les consommateurs achètent les pommes de terre nouvelles au prix de 2 F le kilo. Car, la crise, annuelle presque,

de la pomme de terre, due entre autres raisons à la concurrence de pays comme la Grèce est accentuée par l'importance des stocks de pommes de terre de conservation mis en vente par les commerçants qui cherchent à s'en débarrasser avant de faire de nouveaux achats.

Le marché du porc subit la même crise. La mévente due à l'effondrement des cours conduit de la même façon les producteurs à affronter les grenades lacrymogènes des flics. Crise après crise, les paysans ne pouvant plus supporter la perte de ressources due à la mévente, doivent pour certains partir après avoir mangé le maigre capital d'exploitation qui leur restait. Il est à parier que les producteurs qui sont à la tête de porcheries industrielles de plus de 10 000 animaux ou ceux qui détiennent le pouvoir dans des groupements de producteurs capables d'exporter vers l'Angleterre, ne connaissent pas les mêmes difficultés même s'ils crient aujourd'hui avec les petits paysans dans les rues, ils resteront les seuls bénéficiaires de la disparition des premiers condamnés.

Gravelines

La direction CGT veut brader la lutte

Jeudi matin, sur le chantier de la centrale nucléaire de Gravelines, la lutte des travailleurs a reçu un coup. Trois des entreprises du chantier reprenaient en effet le travail dans des conditions pénibles.

Pour ceux de la SGE, de Spaba et de Chassinat, c'étaient 6 francs en plus pour le déplacement, un engagement sur l'hébergement des immigrés ; rien sur les revendications à l'origine de la grève, et notamment les augmentations uniformes.

Mais le régional CGT, Coquelle, qui s'était déplacé pour la circonstance, faisait reprendre ces travailleurs, qui sont ceux des trois principales entreprises, sans même procéder à un vote. « Il enterre la grève ! ». « Tout ça pour rien, ce n'est pas possible ! » entendait-on de tou-

tes parts. Tandis qu'un délégué CGT de la Spaba appelait à prendre le travail, un autre dénonçait publiquement les conditions imposées : « 6 francs seulement, et encore à condition que les délégués des trois entreprises s'engagent à tout mettre en œuvre pour garantir le libre accès et le travail normal sur le chantier ». Et de lancer à la figure de Coquelle, avec l'approbation de nombreux travailleurs : « Les patrons n'ont plus besoin de flics maintenant. Les délégués sont là pour faire le sale travail à leur place ».

A la suite de ces incidents, les ouvriers des autres entreprises, restés à l'extérieur, se réunissaient par groupe et décidaient de continuer le mouvement, en attendant de déterminer plus précisément les suites à lui donner.

Foyer ADEF de Pontoise

ON PREPARE LA MANIFESTATION DE SAMEDI

● Jeudi soir, à la demande des travailleurs immigrés du foyer ADEF de Pontoise (Val d'Oise) s'est tenue la réunion constitutive du comité de soutien. A cette occasion, en présence de résidents Sonacotra du foyer de St Ouen-l'Aumône, eux aussi en grève des loyers, les délégués du foyer ADEF ont rappelé le sens de leur lutte et montré qu'ils préparaient activement la mobilisation pour samedi.

L'ADEF est une association créée à l'initiative de la fédération des employeurs du bâtiment et de la métallurgie. Elle est locataire des foyers, qu'elle sous-loue principalement aux travailleurs immigrés des entreprises du bâtiment. Les patrons trouvent plus économique bien sûr de déplacer les travailleurs au gré des chantiers, de foyers en foyers, plutôt que de leur payer des primes de grand déplacement. Les foyers ne sont pas réservés aux travailleurs du bâtiment ; la preuve : à Pontoise il y a

aussi six flics français qui y logent ! Eux évidemment ne participent pas à la grève déclenchée en mars dernier.

Bien que l'ADEF et la Sonacotra soient de nature différente, pour l'essentiel, la façon dont les foyers sont gérés est identique. Aussi tout naturellement, les foyers ADEF en grève (une quinzaine dans la région parisienne, surtout dans le Val de Marne) ont commencé, à travers leur coordination récemment mise en place à unir leur lutte avec celle des foyers Sonacotra. Ensemble, avec

les foyers AFRP et AFTAM ils appellent à la manifestation de samedi. A Pontoise, les 260 résidents en grève (sur 350) se sont organisés pour s'y rendre en masse ; deux cars ont été retenus dans ce but.

De son côté, l'ADEF n'a pas ménagé les efforts pour casser la lutte. Pressions permanentes des gérants qui renvoient même le courrier (surtout les mandats !) de certains grévistes, pressions de la police sur les grévistes qui veulent renouveler leurs papiers, mises en demeure de payer envoyées par l'ADEF. Côté « carotte », l'ADEF a accepté quelques revendications, mais sur des détails seulement. Elle ignore les revendications essentielles (loyers, liberté de visite, de recevoir des appels téléphoniques, entretien réel du foyer...) et le plus souvent se contente de « transmettre » à la CNLI (Commission nationale du logement des immigrés) : les dossiers mettront au moins six mois à être examinés sans garantie d'être satisfaits !

Entre autres manœuvres, l'ADEF a même fait circuler un tract affirmant que la grève des résidents mettait en cause l'emploi et les salaires des employés de cette association. Au nom de la « solidarité entre travailleurs », les grévistes étaient invités à cesser leur lutte ! Rien n'y a fait. Inquiète de voir que d'autres foyers ADEF entraient en lutte et qu'ils se coordonnaient avec les

foyers Sonacotra, l'ADEF est montée d'un cran dans la répression. Les gérants ont préparé des listes d'une trentaine de résidents par foyer en grève ; certains dans le Val-de-Marne, ont déjà été condamnés à des saisies — arrêts sur le salaire. D'autres procès s'annoncent.

Tandis que les grévistes accentuent leur mobilisation et leurs formes d'organisation, il est également important que le soutien se développe. C'est le but de la création d'un comité de soutien au foyer ADEF de Pontoise qui agira aussi en direction du foyer Sonacotra de Saint-Ouen-l'Aumône. Des panneaux popularisant la lutte sont prévus, ainsi que l'organisation d'une « journée portes ouvertes » sur les deux foyers. Si ces propositions ont été retenues il n'en a pas été de même de celle d'une représentante du PCF. Le jour même où l'*Humanité* attaquait violemment la lutte des foyers Sonacotra, elle n'a pas craint de proposer que Stoléro soit « mis en demeure » d'appliquer ses promesses de moratoire de paiement. En clair : payons les trois derniers mois de loyers, et les poursuites seront arrêtées ; un délai accordé pour payer une partie des loyers en retard. C'est ce qu'elle appelait « des promesses insuffisantes mais à ne pas négliger » ! Les résidents n'ont pas été du même avis !

Claude ANCHER

Communiqué : procès des résidents du Foyer SONACOTRA de Sainte Geneviève des Bois

Les organisations sous signées protestent contre les différentes procédures engagées à l'encontre des résidents des foyers Sonacotra en lutte et en grève des loyers depuis plusieurs années. En ce qui concerne notamment le foyer de Ste Geneviève des Bois, deux résidents sur 272 en grève sont poursuivis devant le tribunal de Longjumeau le 7 juillet 1978, elles apportent leur soutien à leurs légitimes revendications, elles insistent auprès de la Sonacotra pour qu'elle cesse immédiatement ses poursuites et engage des négociations avec les élus du Comité de Coordination, seul représentant des grévistes.

A Ste Geneviève des Bois
le 3 juillet 1978
ACAFI, UL CFDT, CSCV, PCMLF
PCR ml, PS, PSU

Gallay (St Denis)

EXPULSION DES OUVRIERS PAR LA POLICE

Les ouvriers de Gallay en lutte depuis plus d'une semaine pour obtenir 200 F, salaire mini à 2 500 F, 40 h, 5^e semaine, prime de vacance, bloquaient l'entrée de leur usine depuis mercredi ma-

tin. Seule une poignée d'intérimaires ont travaillé. Ce matin à 5 h 15 plusieurs cars de police, avec la direction se présentaient au piquet de grève et contraignaient par la force les ouvriers à évacuer les lieux,

dispersant tous les rassemblements jusqu'à plusieurs centaines de mètres de l'usine.

A 8 heures plusieurs centaines d'ouvriers se sont réunis à la bourse-du-travail, pour discuter de la poursuite de la lutte. La question de l'occupation de l'usine a été largement discutée, les représentants CFDT expliquant comment les OS des presses à Renault sont revenus trois fois occuper leur atelier après les interventions de la police. L'utilisation massive d'intérimaires, la possibilité pour le patron de faire rentrer et sortir les camions, ont contraint les travailleurs à reculer mais ceux-ci sont fermement décidés à poursuivre leur action, une manifestation à St Denis était prévue vendredi matin. Lundi matin les travailleurs rentreront normalement dans l'usine et se rassembleront devant le bureau pour avertir le patron, qu'ils en-

tendent bien faire aboutir leurs revendications. Les délégués CGT, la jeune section CFDT et les travailleurs ont décidé :

- de poursuivre la discussion avec les non-grévistes, d'isoler les foyers et les jaunes.
- de tirer le bilan de cette première lutte et de se préparer à reprendre la lutte avec plus d'expérience.
- de refuser toute heure supplémentaire
- de se remettre en grève au moindre fait de répression.
- de continuer la discussion avec les usines de St Priest, Marseille, Lille, Gennevilliers où l'aspiration à la lutte est également importante.

Cette première grève à Gallay a permis de forger l'unité CGT, CFDT, Français-Immigrés, hommes et femmes. Le patron de Gallay aura maintenant à tenir compte de ses ouvriers, la lutte n'est pas finie !

Calberson : 36^e jour de lutte

La direction a reçu les représentants du comité de lutte le jeudi 6/7 à 8 h 30. La discussion a permis, avec l'aide des travailleurs à détacher 3 points positifs :

- 1) Ancienneté égale accordée, soit 3, 6, 9, 12 et 15 % pour 3, 6, 9, 12 et 15 ans d'ancienneté au lieu de 2, 4, 6, et 8 % pour 2, 5, 10 et 15 ans d'ancienneté.
- 2) Avance sur le plan salarial de septembre de 100 F pour juin, juillet et août.
- 3) Possibilité des retenues des heures de débrayages à compter de septembre jusqu'à décembre.

Après 36 jours de lutte, les travailleurs ont accepté ces dispositions qui sont une amélioration. Une AG aura lieu samedi 8/7 pour faire, avec les camarades l'analyse et le bilan de la lutte (fera l'objet d'un prochain article).

Corr.